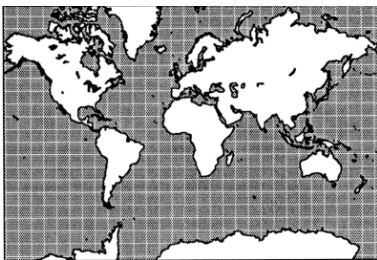


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?374-la-crise-economique-comme-regime>



# La crise économique comme régime durable

- Nos textes - Textes de sympathisants - Fargette G. -



Date de mise en ligne : mercredi 30 juin 2010

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

### Texte extrait du bulletin de G.Fargette Â« Le crépuscule du XX ième siècle Â», n°21, Novembre 2009

Ce qui s'est présenté depuis l'été 2007 comme une crise financière, et qui à l'automne 2008 a basculé en une récession mondiale, en attendant sans doute de devenir une dépression au moins comparable par ses effets à celle de 1929, constitue la vérité des développements initiés il y a une trentaine d'années.

Les politiques "néo-libérales" reposaient sur un "pari" : engager une liquidation progressive des régulations économiques mises en place à partir des années 1930 aurait été sans risque et devait apporter des bénéfices immédiats. Cette inversion des tendances dominant jusque-là devait permettre de sortir de l'entropie que les politiques keynésiennes faisaient subir aux processus économiques depuis les années 1960. Un certain nombre de problèmes que ces politiques rencontraient provenaient sans aucun doute de processus d'involutions internes. L'Etat-providence a nourri à long terme une posture de revendication systématique où il s'agit avant tout de réclamer des droits vis-à-vis d'une société dont les ressources sont censées être inépuisables. Seul de méchants complots expliqueraient que cet Etat-providence ne pourvoie pas aux besoins de ceux qu'il prétend encadrer. L'extension quantitative des droits sociaux était assurément prise dans un dilemme dont le caractère intenable ne pouvait devenir perceptible qu'une fois la phase de transition initiale achevée, ce qui a commencé à se vérifier à partir des années 1990 (lorsque, par exemple, les classes d'âge partant à la retraite dans les pays les plus industrialisés sont devenues plus nombreuses que celles entrant dans le monde du travail). Mais la décision néo-libérale a eu lieu bien avant que ce basculement devienne actuel. On peut évidemment supposer que les dirigeants politiques et économiques avaient anticipé la situation, mais un autre facteur, plus décisif encore, a dû intervenir dès les années 1970. Il s'agissait d'une mutation du cadre économique-politique qui n'entraîne pas dans le cadre des hypothèses du keynésianisme pratique des États industriels : du fait de l'internationalisation croissante des processus économiques et des échanges, les leviers du volontarisme étatique s'avéraient trop courts. Les décisions politiques avaient cessé de recouvrir le rayon d'action des processus économiques. Ce faisant, les couches dirigeantes occidentales, et d'abord anglo-saxonnes, ont fait un choix qui appartient à un univers mental que partagent les marxistes, qui prétendent être leurs principaux opposants (et rivaux). Ce cadre mental, qui va bien au-delà d'une simple idéologie, repose sur plusieurs aveuglements.

#### L'État-nation occidental

L'ensemble des courants marxistes n'a en effet jamais réussi à comprendre la dimension anthropologique de l'État-nation, institution occidentale par excellence que la Révolution française a achevé de cristalliser, en rendant manifeste l'effet de puissance qui s'en dégageait. Cette faille remonte aux pères fondateurs du marxisme et à la première pénétration de leurs épigones (ceux de la II<sup>ème</sup> Internationale), qui ont formulé l'idéologie qui devait sinon dominer, du moins imprégner le XX<sup>ème</sup> siècle. Marx et Engels ont en effet manqué la question nationale en leur temps. L'avènement des unifications allemande et italienne les a pris de court, et les marxistes n'ont par la suite jamais réussi à comprendre la portée de ce qu'elles révélaient. Ils ont tout au plus souligné les éléments qui paraissaient aller dans le sens de leur analyse initiale, principalement la confirmation de l'hypothèse d'une extension de l'industrie dans le cadre d'échanges en expansion permanente. Ils ont négligé ce que la révolution française avait déjà illustré, sous une forme politique et militaire, et l'Angleterre sous une forme économique : l'État-nation est une forme nouvelle d'organisation étendue, qui englobe les structures de Cité et d'Empire, seules formes d'organisation connues jusque-là pour les sociétés de puissance. L'État-nation repose sur une capacité d'auto-transformation, de retour sur soi, de ces regroupements de dizaines de millions d'habitants, liés par un sentiment d'identité et de communauté de destin. Sans dépasser les stades de la Cité et de l'Empire, l'État-nation les étend et les déborde, tout en oscillant néanmoins autour de ces deux pôles de référence, comme si ceux-ci

constituaient les deux foyers orientant sa trajectoire. Périodiquement, l'État-nation tend même à se replier sur l'un de ceux-ci. En 1789, l'État français tend à se faire Cité, puis à partir de 1799, il s'efforce de régresser en Empire ; le III<sup>ème</sup> Reich constitue l'autre cas important de tentative de régression d'une nation en Empire, entre 1933 et 1945. Par ailleurs, la nature des empires coloniaux a montré l'incapacité du corps politique de la nation de s'étendre par un simple effet de force. Les empires coloniaux ont toujours connu un régime dissocié de la métropole, même si celle-ci a également fourni aux colonisés les armes et les moyens de leurs mouvements d'émancipation, à la différence de toute vraie structure impériale qui ne suscite jamais ses fossoyeurs. L'histoire plurimillénaire de la Chine, pluriséculaire de la Russie, à peine millénaire des sociétés musulmanes montre que ces entités historiques n'ont jamais nourri et structuré de mouvements d'émancipation dans les régions qu'elles ont dominées, ce qui explique que les héritiers de ces structures impériales ne n'éprouvent aucune difficulté avec leur histoire prédatrice. Ce n'est pas là-bas que l'on se déclarerait prêt à s'excuser pour les conquêtes passées.

Au vu de l'histoire des deux derniers siècles, l'État-nation atteint sa capacité de création historique majeure quand il tend à se faire Cité. Dès lors qu'il se focalise sur le pôle impérial, il en tire un effet de puissance immédiate, mais de court terme seulement, qui se termine en désastre, notamment parce qu'il est environné de concurrents mimétiques et qu'aucun n'a pu dominer tous les autres dans le cadre des équilibres de puissance européens.

Cette forme historique qui met en relation les individus et le groupe sous une forme inédite dans l'histoire humaine, s'est en définitive montrée capable de fournir un surcroît de puissance considérable sur le long terme, mais à condition de ne pas tenter de la réaliser sous forme brute, c'est-à-dire de la laisser pour partie en devenir. Il faut en chercher la raison dans la capacité d'action que ces formations historiques ont su développer sur elles-mêmes.

Et c'est là que se révèle toute la question de l'aveuglement aussi bien du libéralisme que du marxisme, qui s'enivre de tirades sur le "capitalisme", comme si ce schéma fantôme résumait l'histoire contemporaine dans toutes ses dimensions, et qu'il englobait toutes ses potentialités. C'est cette dimension d'auto-transformation, le plus souvent consciente, des Etats-Nations qui leur a permis de supporter et de réparer au fur et à mesure les effets ravageurs de mécanismes capitalistes dont la nature profonde est d'être l'expression d'un chaos historique et non de lois secrètes définissant de nouvelles lignes de force prévisibles pour tous les aspects de l'histoire humaine. Contrairement, en particulier, à ce que prétend la vulgate marxiste qui aime à parler de "système capitaliste", comme si ces mécanismes produisaient par eux-mêmes leurs antidotes provisoires, il faut concevoir la forme État-nation comme l'instance d'où sont issus les processus collectifs permettant d'endurer les effets déstructurants de ces mécanismes, dont les promoteurs et les profiteurs sont totalement étrangers à ce genre de préoccupation [1].

Là où un sentiment d'identité, de communauté de destin, et de lien direct entre l'individu et les institutions s'établit, il ne manque plus que la capacité de retour sur soi collective, pour qu'un processus de transformation, toujours incomplet mais qui s'est avéré suffisant pendant 150 ans, panse les plaies les plus vives des mutilations que les mécanismes capitalistes infligent à une société. Ce caractère incomplet a d'ailleurs provoqué une fuite en avant constante qui a procuré aux

Etats-nations européens l'accroissement permanent de leurs leviers de puissance, jusqu'au désastre décisif des deux guerres mondiales du XX<sup>ème</sup> siècle, qui ont brisé le ressort de leur créativité historique exceptionnelle.

Le Japon, avec sa tradition d'empire insulaire, et de société civile développée et relativement autonome, fruit probable de son passage par une époque d'émiettement politique évoquant de près l'époque féodale européenne, est parvenu à reproduire ces processus de réparation et d'adaptation anthropologique, mais sous la pression externe d'une menace de colonisation.

Il est difficile de dire à ce jour si d'autres sociétés y parviendront. La Chine pourrait présenter ce genre de disposition, au moins dans certaines régions, mais la tradition du despotisme oriental, tant que cette zone forme un tout unifié, y

demeure d'une pesanteur difficilement imaginable : si l'identité et le sentiment de communauté de destin ne sont pas douteux, l'autonomie des individus et la capacité des institutions à relayer dans une certaine mesure leurs aspirations agrégées demeure tout au plus potentielle. La Corée du sud, pour sa part, s'est considérablement rapprochée d'une forme authentiquement nationale en une soixantaine d'années. La volonté de se démarquer de ses deux puissants voisins, Chine et Japon, est assurément un moteur fondamental de cette évolution.

L'ensemble du monde arabo-musulman ignore ces processus internes de constitution nationale, sauf peut-être dans les régions les plus éloignées des centres impériaux qu'il a connus. Le "nationalisme arabe" n'a été que le masque, y compris pour ses partisans, d'une revendication d'un retour à un empire musulman "universel". Une telle nostalgie de l'empire est, soit dit en passant, la définition la plus caractéristique des sombres époques qu'évoque, à tort ou à raison,

le terme de "moyen-âge". Les variantes de fondamentalisme et d'islamisme que ces sociétés nourrissent de plus en plus massivement depuis de longues décennies illustrent le tropisme strictement impérial de ces sociétés. L'Iran, par exemple, demeure une continuation de l'empire multinational perse, et seule la prise en compte de cet aspect permet d'anticiper les paradoxes apparents de l'attitude de son régime islamiste, qui considère tout le Moyen-Orient comme son arrière-cour et voit dans toute présence extérieure une concurrence allogène insupportable, une provocation et une agression imminente.

L'Afrique sub-saharienne est encore plus éloignée des processus endogènes de constitution nationale. En dehors de l'Ethiopie, et de ses environs, même les empires furent passablement éphémères dans cette partie du continent et les cités n'y ont jamais été que des centres administratifs. Le caractère trop récent de l'urbanisation joue un rôle fondamental par défaut.

Les États d'Amérique latine pourraient atteindre ce stade de nation, l'essentiel dépendant de processus qui leur sont internes, et non d'influences extérieures. Mais à l'exception de l'Argentine et du Chili, l'Amérique latine post-coloniale a toujours été une vieille terre d'oligarchie, ce qui constitue un terrible handicap. Là plus qu'ailleurs, la mystification nationaliste d'une communauté de destin est éclatante. L'histoire a d'emblée placé la plupart de ces sociétés au stade d'involution que connaissent désormais presque toutes les nations occidentales.

De son côté, l'Inde, par sa dimension composite défie les prévisions : la colonisation britannique a laissé des traces, mais elle a joué aussi un rôle d'antidote à l'impérialisme musulman, ce qui explique la facilité avec laquelle l'empire britannique a pu se constituer dans ce sous-continent et y perdurer en s'appuyant sur des troupes d'origine locale. Sa dissolution finale, avec des violences limitées vis-à-vis du colonisateur, s'explique également par cette configuration historique particulière. Mais l'Inde est une terre d'empire, depuis l'antiquité, et cela pèse d'un poids immense, surtout lorsque, comme la Chine, elle est unifiée.

Quant à la Russie, elle constitue une illustration chimiquement pure d'une société qui n'a pas réussi à passer au stade de l'État-nation, et qui après sa dernière tentative, dans les années 1990, se replie vers la logique qui a dominé son histoire depuis quatre siècles, la logique impériale. Le poids de la conquête mongole et de l'occupation tatare, ainsi que le modèle byzantin continuent à se faire sentir. L'effet d'attraction qu'exerce une structure impériale sur le long terme est très difficilement concevable pour les Occidentaux.

### La "fin" de l'Etat-nation

Ces considérations doivent surtout être tempérées par deux constatations majeures :

- aucun État-nation n'est plus aujourd'hui à la dimension des interactions géopolitiques en cours. Aucun ne peut

plus s'imaginer être seul au monde et définir une bulle l'isolant de ses rivaux, et cela depuis les deux guerres mondiales qui ont ravagé le XXème siècle (les États-nations européens tenaient à cette illusion, tout en devant constater que leurs rivaux mimétiques étaient toujours présents, mais ils n'ont pu faire "comme si" au-delà des années 1950, l'opération anglo-française de Suez en ayant représenté le dernier avatar).

- la deuxième "mondialisation", celle des années 1980-2007, a développé les interactions économiques de façon directement internationale ; or, le monde n'est pas une nation et il est douteux qu'il le devienne dans un avenir prévisible, c'est dire que les mécanismes anthropologiques correctifs (dont le mouvement ouvrier fut un acteur majeur dans le cadre de la nation, malgré et à cause de ses tendances internationalistes) ne peuvent pas se mettre en place à ce niveau. La rivalité des classes dirigeantes de pays voisins leur imposait de composer avec les couches dominées (l'attitude d'un Bismarck vis-à-vis du mouvement ouvrier montre que cette préoccupation était bel et bien consciente, jusque dans les sphères dirigeantes).

### Le pari destructeur des oligarchies occidentales

C'est précisément là que l'on peut mesurer à quel point le "pari" pratique, opéré par les couches dirigeantes occidentales à la fin des années 1970, procède d'un aveuglement épais, tout en traduisant leur sentiment croissant de ne plus être incorporées à aucune "nation". En provoquant une dérégulation de plus en plus large, les couches dirigeantes occidentales ont pris acte du caractère dépassé de l'État-nation en regard des processus économiques et se sont mises à agir comme si tout contrat social devenait superflu. La disparition de leur dernier adversaire géopolitique, l'Union soviétique, a accéléré cette tendance : les bourgeoisies ont cessé d'être des classes sociales, et la société s'est fragmenté en clientèles de plus en plus désarticulées qui aspire toute richesse sociale vers le haut. C'est très exactement cela le processus d'oligarchisation. L'appui de couches moyennes étendues espérant s'intégrer au cercle magique d'un secteur oligarchique explique la stabilité relative de cette nouvelle stratification sociale (le terme de "couches moyennes" inclut des parties du monde ouvrier, ce qui exaspère les marxistes, qui délaissant toute préoccupation d'analyse rigoureuse, se mettent en général à tempêter sur le registre moral, en parlant de "corruption").

La destruction de la classe ouvrière classique, avec ses capacités d'auto-organisation, a été largement provoquée par l'ensemble des courants stalino-gauchistes. Leur manière de faire référence à un marxisme d'épigones de plus en plus sommaire et leur comportement cyniquement criminel a extraordinairement facilité la tâche des oligarchies les plus diverses. De même, aujourd'hui, l'arrogance imbécile et tout aussi criminelle des divers courants du parti de l'impérialisme musulman fournit à ces oligarchies un prétexte toujours disponible pour broyer toute opposition qui voudrait remettre en question leurs décisions.

La ténacité obtuse et victorieuse dont les oligarchies financières font preuve depuis l'automne 2008, malgré les conséquences catastrophiques, de leur point de vue, de leur entreprise de dérégulation, n'est pas anecdotique : cette obstination manifeste la réalité de leur pouvoir, envers et contre toutes les protestations, y compris celles venues de leurs zélés serviteurs qui mesurent le décalage avec le reste de la société. La question des "bonus" aux prétendus traders (en fait aux dirigeants financiers inamovibles) démontre qui peut vraiment s'approprier les surplus, c'est-à-dire qui peut piller la société. Ces couches parasites ne lâcheront rien, parce qu'elles sont convaincues qu'il n'existe aucune force capable de les menacer réellement. La crise "économique" en cours renvoie comme toujours à un substrat politique et social. Elle ne peut donc que s'aggraver.

**Paris, le 31 octobre 2009**

---

[1] la schizophrénie marxiste est d'ailleurs assez curieuse : la logique de ces idéologues implique qu'ils considèrent le monde comme une seule

## La crise économique comme régime durable

---

nation en devenir. Leur prophétisme, dans ses expressions les moins irréelles, viserait à réaliser l'avènement d'une telle "nation" universelle qu'ils n'osent pas appeler par son nom. Mais ils tendent à concevoir l'avenir rêvé en terme de "communauté", comme le précise la racine de leur mot fétiche de "communisme", ce qui les place devant une contradiction insoluble, car la nation n'est pas une communauté.